

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4147

[2009/205872]

10 DECEMBRE 2009. — Décret modifiant diverses législations en vue de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objet de modifier diverses législations afin de transposer partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

CHAPITRE II. — *Modifications apportées au décret du 27 mai 2004**relatif aux Agences-Conseil en économie sociale*

Art. 2. Dans l'article 2 du décret du 27 mai 2004 relatif aux Agences-Conseil en économie sociale, les mots "en bénéficiant des subventions visées au Chapitre III" sont insérés entre les mots "ne peut être exercée" et les mots "sans disposer d'un agrément préalable".

Art. 3. L'article 2 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« Pour remplir les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, l'agence qui ne dispose pas d'un siège social en Région wallonne doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, si elle a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne physique ou comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, démontrer qu'elle répond, au sein de sa Région ou de sa Communauté, à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret.

Pour remplir les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, l'agence qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'elle répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'agence qui sollicite un agrément.

Pour remplir les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, l'agence qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, satisfaire aux conditions d'agrément déterminées par le présent décret et apporter la preuve qu'elle preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'agence qui sollicite un agrément. »

CHAPITRE III. — *Modifications apportées au décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé : "I.D.E.S.S."*

Art. 4. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret du 14 décembre 2006 relatif à l'agrément et au subventionnement des "Initiatives de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale", en abrégé : "I.D.E.S.S.", les mots "et aux fins de bénéficier des subventions visées au chapitre III" sont insérés entre les mots "aux conditions du présent décret" et les mots "agrément I.D.E.S.S."

Art. 5. Dans l'alinéa 2 de l'article 2 du même décret, les mots "en vue de faire bénéficier I.D.E.S.S. des subventions visées au chapitre III" sont insérés entre les mots "être agréées" et les mots "en tenant compte".

Art. 6. L'article 2 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« Pour remplir les conditions d'agrément visées à l'alinéa 1^{er}, l'I.D.E.S.S. qui ne dispose pas d'un siège social en Région wallonne doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, si elle a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne physique ou comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, démontrer qu'elle répond, au sein de sa Région ou de sa Communauté, à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret.

Pour remplir les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, l'I.D.E.S.S. qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'elle répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par le présent décret et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'I.D.E.S.S. qui sollicite un agrément.

Pour remplir les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, l'I.D.E.S.S. qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, satisfaire aux conditions d'agrément déterminées par le présent décret et apporter la preuve qu'elle preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient l'I.D.E.S.S. qui sollicite un agrément. »

Art. 7. A l'article 12, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots "agrée à cette fin" sont insérés entre les mots "à l'I.D.E.S.S." et les mots "aux conditions".

Art. 8. Dans l'alinéa 1^{er} de l'article 13 du même décret, les mots "agrée à cette fin" sont insérés entre les mots "à l'I.D.E.S.S." et les mots "une aide".

CHAPITRE IV. — *Modifications apportées au décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen de bourses innovation*

Art. 9. L'article 7 du décret du 15 juillet 2008 relatif au soutien à la création d'activités au travers des bourses de préactivité et au soutien à l'innovation des entreprises au moyen de bourses innovation est remplacé comme suit :

« Art. 7. Toute personne qui se verra octroyer une bourse pourra être accompagnée.

L'accompagnement devra être effectué par une structure ou une personne agréée par l'Agence de stimulation économique. Cet agrément a pour objet de permettre à la personne accompagnée de rémunérer, par le biais de la bourse visée au chapitre II, les structures ou personnes qui l'accompagnent.

Le Gouvernement définit l'accompagnement et détermine les critères d'agrément et la procédure d'agrément de ces structures et personnes.

Pour remplir les critères d'agrément visés à l'alinéa 2, la structure ou la personne qui ne dispose pas d'un siège social en Région wallonne doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, si elle a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne physique ou comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, démontrer qu'elle répond, au sein de sa Région ou de sa Communauté, à des critères d'agrément équivalents à ceux déterminées par ou en vertu du présent décret.

Pour remplir les conditions visées à l'alinéa 2, la structure ou la personne qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'elle répond dans son pays à des critères d'agrément équivalents à ceux déterminés par ou en vertu du présent décret et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient la structure ou la personne qui sollicite un agrément.

Pour remplir les conditions visées à l'alinéa 2, la structure ou la personne qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, satisfaire aux critères d'agrément déterminés par ou en vertu du présent décret et apporter la preuve qu'elle preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient la structure ou la personne qui sollicite un agrément. »

CHAPITRE V. — *Modifications apportées au décret du 11 mars 2004
relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises*

Art. 10. L'article 9, § 2, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises est complété par les alinéas suivants :

« Cet agrément est uniquement destinée à garantir l'octroi de l'incitant financier visé au § 1^{er} qui doit permettre à l'entreprise de rémunérer les services de conseil.

Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, le conseil qui ne dispose pas d'un siège social en Région wallonne doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, s'il a son siège social ou son immatriculation à la Banque-Carrefour des Entreprises comme personne physique ou comme personne morale, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, démontrer qu'elle répond, au sein de sa Région ou de sa Communauté, à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par ou en vertu du présent décret.

Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, le conseil qui a son siège social à l'étranger et au sein de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, démontrer qu'il répond dans son pays à des conditions d'agrément équivalentes à celles déterminées par ou en vertu du présent décret et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient le conseil qui sollicite une agrément.

Pour remplir les conditions d'agrément prévues par ou en vertu du présent décret, le conseil qui a son siège social à l'étranger et en dehors de l'Espace économique européen doit, selon la procédure fixée par le Gouvernement, satisfaire aux conditions d'agrément déterminées par ou en vertu du présent décret et apporter la preuve qu'il preste le même type de services dans son pays d'origine et ce, sans discrimination directe ou indirecte fondée sur l'Etat dont provient le conseil a structure qui sollicite une agrément. »

CHAPITRE VI. — *Entrée en vigueur*

Art. 11. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret, au plus tard le 28 décembre 2009. Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
Namur, le 10 décembre 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2009-2010.*

Documents du Parlement wallon, 124 (2009-2010), n° 1.

Compte rendu intégral, séance publique du 10 décembre 2009.

Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 4147

[2009/205872]

10. DEZEMBER 2009 — Dekret zur Änderung von mehreren Rechtsvorschriften im Hinblick auf die Umsetzung von Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Vorabbestimmung*

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret dient der Änderung von mehreren Rechtsvorschriften im Hinblick auf die Umsetzung von Richtlinie 2006/123/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Dezember 2006 über Dienstleistungen im Binnenmarkt.

KAPITEL II — *Änderungen im Dekret vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft*

Art. 2 - In Artikel 2 des Dekrets vom 27. Mai 2004 über die Beratungsagenturen in Sachen Sozialwirtschaft wird der Wortlaut "mit der Inanspruchnahme der in Kapitel 3 genannten Zuschüsse" zwischen "nicht" und "ohne" eingefügt.

Art. 3 - Artikel 2 desselben Dekrets wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

«Um die in Absatz 1 genannten Bedingungen zu erfüllen, muss die Beratungsagentur, die nicht über einen Firmensitz in der Wallonischen Region verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren beweisen, dass sie innerhalb ihrer Region oder Gemeinschaft Zulassungsbedingungen erfüllt, die mit denjenigen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, gleichwertig sind, sofern sie in der Unternehmensdatenbank (Banque-Carrefour des Entreprises) als natürliche oder juristische Person registriert ist, die über einen Firmensitz in der Region Brüssel, in der Region Flandern oder innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft verfügt.

Um die in Absatz 1 genannten Bedingungen zu erfüllen, muss die Beratungsagentur, die über einen Firmensitz im Ausland und innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren beweisen, dass sie in ihrem Land Zulassungsbedingungen genügt, die mit denjenigen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, gleichwertig sind, dies ohne direkte oder indirekte Diskriminierung des Herkunftsstaates der eine Zulassung beantragenden Agentur.

Um die in Absatz 1 genannten Bedingungen zu erfüllen, muss die Beratungsagentur, die über einen Firmensitz im Ausland und außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren den Zulassungsbedingungen genügen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, und beweisen, dass sie gleichartige Dienste in ihrem Land anbietet, dies ohne direkte oder indirekte Diskriminierung des Herkunftsstaates der eine Zulassung beantragenden Agentur.»

KAPITEL III — *Änderungen im Dekret vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und Förderung der "Entwicklungseinrichtungen für Arbeit im sozialnahen Dienstleistungssektor", kurz "I.D.E.S.S." genannt*

Art. 4 - In Artikel 2 des Dekrets vom 14. Dezember 2006 über die Zulassung und Förderung der "Entwicklungseinrichtungen für Arbeit im sozialnahen Dienstleistungssektor", kurz "I.D.E.S.S." genannt, wird der Zusatz "und die Inanspruchnahme der in Kapitel 3 genannten Zuschüsse" eingefügt.

Art. 5 - In Absatz 2 des Artikels 2 des gleichen Dekrets wird der Zusatz "im Hinblick auf die Inanspruchnahme der in Kapitel 3 genannten Zuschüsse" eingefügt.

Art. 6 - Artikel 2 des gleichen Dekrets wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

«Um die in Absatz 1 genannten Zulassungsbedingungen zu erfüllen, muss die I.D.E.S.S.-Einrichtung, die nicht über einen Firmensitz in der Wallonischen Region verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren beweisen, dass sie innerhalb ihrer Region oder Gemeinschaft Zulassungsbedingungen erfüllt, die mit denjenigen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, gleichwertig sind, sofern sie in der Unternehmensdatenbank (Banque-Carrefour des Entreprises) als natürliche oder juristische Person registriert ist, die über einen Firmensitz in der Region Brüssel, in der Region Flandern oder innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft verfügt.

Um die in Absatz 1 genannten Bedingungen zu erfüllen, muss die I.D.E.S.S.-Einrichtung, die über einen Firmensitz im Ausland und innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren beweisen, dass sie in ihrem Land Zulassungsbedingungen genügt, die mit denjenigen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, gleichwertig sind, dies ohne direkte oder indirekte Diskriminierung des Herkunftsstaates der I.D.E.S.S.-Einrichtung.

Um die in Absatz 1 genannten Bedingungen zu erfüllen, muss die I.D.E.S.S.-Einrichtung, die über einen Firmensitz im Ausland und außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren den Zulassungsbedingungen genügen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, und beweisen, dass sie gleichartige Dienste in ihrem Land anbietet, dies ohne direkte oder indirekte Diskriminierung des Herkunftsstaates der I.D.E.S.S.-Einrichtung.»

Art. 7 - In Artikel 12, Absatz 1 des gleichen Dekrets wird der Zusatz "zu diesem Zweck zugelassen" eingefügt.

Art. 8 - In Artikel 13, Absatz 1 des gleichen Dekrets wird der Zusatz "zu diesem Zweck zugelassen" eingefügt.

KAPITEL IV — Änderungen im Dekret vom 15. Juli 2008 über die Unterstützung von Förderprogrammen für Unternehmensgründer und die Förderung von Unternehmensgründungen mithilfe von Zuschüssen

Art. 9 - Artikel 7 des Dekrets vom 15. Juli 2008 über die Unterstützung von Förderprogrammen für Unternehmensgründer und die Förderung von Unternehmensgründungen mithilfe von Zuschüssen wird wie folgt ersetzt:

«Art. 7 - Jede Person, die einen Zuschuss erhält, wird entsprechend betreut.

Die Betreuung erfolgt durch eine von der Wirtschaftsförderungsagentur zu diesem Zweck zugelassene Einrichtung oder Person. Durch diese Zulassung soll der betreuten Person ermöglicht werden, die sie betreuenden Einrichtungen oder Personen über den Umweg des in Kapitel 2 genannten Zuschusses zu entlohnen.

Die Regierung definiert die Betreuung und legt die Zulassungskriterien sowie das Zulassungsverfahren für diese Einrichtungen und Personen fest.

Um die in Absatz 2 genannten Zulassungskriterien zu erfüllen, muss die Einrichtung oder die Person, die nicht über einen Firmensitz in der Wallonischen Region verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren beweisen, dass sie innerhalb ihrer Region oder Gemeinschaft Zulassungsbedingungen erfüllt, die mit denjenigen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, gleichwertig sind, sofern sie in der Unternehmensdatenbank (Banque-Carrefour des Entreprises) als natürliche oder juristische Person registriert ist, die über einen Firmensitz in der Region Brüssel, in der Region Flandern oder innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft verfügt.

Um die in Absatz 2 genannten Bedingungen zu erfüllen, muss die Einrichtung oder die Person, die über einen Firmensitz im Ausland und innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren beweisen, dass sie in ihrem Land Zulassungsbedingungen genügt, die mit denjenigen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, gleichwertig sind, dies ohne direkte oder indirekte Diskriminierung des Herkunftsstaates der eine Zulassung beantragenden Einrichtung oder Person.

Um die in Absatz 2 genannten Bedingungen zu erfüllen, muss die Einrichtung oder die Person, die über einen Firmensitz im Ausland und außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren den Zulassungsbedingungen genügen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, und beweisen, dass sie gleichartige Dienste in ihrem Land anbietet, dies ohne direkte oder indirekte Diskriminierung des Herkunftsstaates der eine Zulassung beantragenden Einrichtung oder Person».

KAPITEL V — Änderungen im Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe

Art. 10 - Artikel 9 § 2 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe wird durch die folgenden Absätze ergänzt:

«Diese Zulassung dient ausschließlich der Gewährleistung des im Paragraph 1 genannten finanziellen Anreizes, der dem Unternehmen die Bezahlung der Beratungsdienste ermöglicht.

Um die in dem oder aufgrund des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Zulassungsbedingungen zu erfüllen, muss die Beratungsgesellschaft, die nicht über einen Firmensitz in der Wallonischen Region verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren beweisen, dass sie innerhalb ihrer Region oder Gemeinschaft Zulassungsbedingungen erfüllt, die mit denjenigen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, gleichwertig sind, sofern sie in der Unternehmensdatenbank (Banque-Carrefour des Entreprises) als natürliche oder juristische Person registriert ist, die über einen Firmensitz in der Region Brüssel, in der Region Flandern oder innerhalb der Deutschsprachigen Gemeinschaft verfügt.

Um die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Zulassungsbedingungen zu erfüllen, muss die Beratungsgesellschaft, die über einen Firmensitz im Ausland und innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren beweisen, dass sie in ihrem Land Zulassungsbedingungen genügt, die mit denjenigen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, gleichwertig sind, dies ohne direkte oder indirekte Diskriminierung des Herkunftsstaates der eine Zulassung beantragenden Beratungsgesellschaft.

Um die in oder kraft des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Zulassungsbedingungen zu erfüllen, muss die Beratungsgesellschaft, die über einen Firmensitz im Ausland und außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraumes verfügt, gemäß dem von der Regierung festgelegten Verfahren den Zulassungsbedingungen genügen, die in dem oder kraft des vorliegenden Dekrets festgelegt sind, und beweisen, dass sie gleichartige Dienste in ihrem Land anbietet, dies ohne direkte oder indirekte Diskriminierung des Herkunftsstaates der eine Zulassung beantragenden Beratungsgesellschaft.»

KAPITEL VI — *Inkrafttreten*

Art. 11 - Die Regierung bestimmt als Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets spätestens den 28. Dezember 2009.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 10. Dezember 2009

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Vizepräsident und Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Vizepräsident und Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2009-2010*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 124 (2009-2010), Nr 1

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 10. Dezember 2009

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 4147

[2009/205872]

10 DECEMBER 2009. — **Decreet ter wijziging van diverse wetgevingen met het oog op het omzetten van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Voorafgaande bepaling*

Artikel 1. Het huidige decreet heeft tot doel de wijziging van diverse wetgevingen met het oog op het omzetten van de Richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende de diensten op de interne markt.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aangebracht aan het decreet van 27 mei 2004 betreffende de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding*

Art. 2. In artikel 2 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de adviesverlenende agentschappen inzake sociale economie zijn de woorden "genietend van de in hoofdstuk III beoogde subsidies" ("en bénéficiant des subventions visées au chapitre III") ingevoegd tussen de woorden "kan niet worden uitgeoefend" ("ne peut être exercée") en de woorden "zonder te beschikken over een voorafgaande erkenning" ("sans disposer d'un agrément préalable").

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde decreet is aangevuld met de volgende alinea's :

« Om te voldoen aan de voorwaarden beoogd in de eerste alinea, moet het agentschap dat niet over een sociale zetel beschikt in het Waalse Gewest volgens de door de Regering vastgestelde procedure wanneer het zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer heeft bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als fysieke persoon of als rechtspersoon, hetzij in de Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap, aantonen dat het in zijn Gewest of Gemeenschap beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald in dit decreet.

Om te voldoen aan de voorwaarden beoogd in de eerste alinea, moet het agentschap dat zijn sociale zetel in het buitenland, maar binnen de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure aantonen dat het in zijn land beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald in dit decreet en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit het agentschap dat de erkenning aanvraagt afkomstig is.

Om te voldoen aan de voorwaarden beoogd in de eerste alinea, moet het agentschap dat zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in dit decreet en bewijs leveren dat het hetzelfde type diensten presteert in zijn land van herkomst en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit het agentschap dat de erkenning aanvraagt afkomstig is. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen aangebracht aan het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en subsidiëring van het decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S."*

Art. 4. In artikel 2, alinea 1 van het decreet van 14 december 2006 betreffende de erkenning en subsidiëring van het decreet betreffende de erkenning en de subsidiëring van de "Initiatieven de développement de l'emploi dans le secteur des services de proximité à finalité sociale" (Initiatieven tot ontwikkeling van de werkgelegenheid in de sector van de buurtdiensten met een maatschappelijk doel), afgekort : "I.D.E.S.S." zijn de woorden "teneinde te kunnen genieten van de in hoofdstuk III beoogde subsidies" ("et aux fins de bénéficier des subventions visées au chapitre III") ingevoegd tussen de woorden "onder de voorwaarden van het huidig decreet" ("aux conditions du présent décret") en de woorden "een I.D.E.S.S. erkennen" ("agrèer l'I.D.E.S.S."). »

Art. 5. In alinea 2 van artikel 2 van hetzelfde decreet zijn de woorden "teneinde te kunnen genieten van de in hoofdstuk III beoogde subsidies" ("et aux fins de bénéficier des subventions visées au chapitre III") ingevoegd tussen de woorden "erkend kunnen worden" ("être agréés") en de woorden "met inachtneming van" ("en tenant compte").

Art. 6. Artikel 2 van hetzelfde decreet is aangevuld met de volgende alinea's :

« Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden beoogd in de eerste alinea, moet het I.D.E.S.S. dat niet over een sociale zetel beschikt in het Waalse Gewest volgens de door de Regering vastgestelde procedure wanneer het zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer heeft bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als fysieke persoon of als rechtspersoon, hetzij in de Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap, aantonen dat het in zijn Gewest of Gemeenschap beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald in dit decreet.

Om te voldoen aan de voorwaarden beoogd in de eerste alinea, moet het I.D.E.S.S. dat zijn sociale zetel in het buitenland, maar binnen de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure aantonen dat het in zijn land beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald in dit decreet en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit het I.D.E.S.S. dat de erkenning aanvraagt afkomstig is.

Om te voldoen aan de voorwaarden beoogd in de eerste alinea, moet het I.D.E.S.S. dat zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald in dit decreet en bewijs leveren dat het hetzelfde type diensten presteert in zijn land van herkomst en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit het I.D.E.S.S. dat de erkenning aanvraagt afkomstig is. »

Art. 7. In artikel 12, alinea 1 van hetzelfde decreet, zijn de woorden "hiervoor toegekende" ("agrée à cette fin") toegevoegd tussen de woorden "aan de I.D.E.S.S." ("à l'I.D.E.S.S.") en de woorden "onder de voorwaarden" ("aux conditions").

Art. 8. In alinea 1 van artikel 13 van hetzelfde decreet, zijn de woorden "hiervoor toegekende" ("agrée à cette fin") toegevoegd tussen de woorden "de I.D.E.S.S." ("à l'I.D.E.S.S.") en de woorden "een tegemoetkoming" ("une aide").

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen aangebracht aan het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening voor innovatie door middel van innovatiepremies*

Art. 9. Artikel 7 van het decreet van 15 juli 2008 betreffende de steunverlening voor het scheppen van activiteit via pre-startpremies en de steunverlening voor innovatie door middel van innovatiepremies wordt als volgt vervangen :

« Art. 7. Elke persoon aan wie een beurs toegekend zal worden, kan begeleid worden.

De begeleiding moet worden waargenomen door een structuur of een persoon die door het "Agence de stimulation économique" (het Agentschap voor economische stimulering) erkend is. Deze erkenning heeft tot doel de begeleide persoon toe te laten de structuren of personen die hem begeleiden te bezoldigen, via het middel van de premie beoogd in hoofdstuk II.

De Regering definieert de begeleiding en bepaalt de erkenningscriteria en de erkenningsprocedure van deze structuren en personen.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden beoogd in de tweede alinea, moet de structuur of de persoon die niet over een sociale zetel beschikt in het Waalse Gewest volgens de door de Regering vastgestelde procedure wanneer ze/hij zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer heeft bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als fysieke persoon of als rechtspersoon, hetzij in de Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap, aantonen dat ze/hij in zijn Gewest of Gemeenschap beantwoordt aan erkenningsvoorwaarden die gelijkwaardig zijn aan deze die worden bepaald door, of bestaan krachtens dit decreet.

Om te voldoen aan de voorwaarden beoogd in de tweede alinea, moet de structuur of de persoon die zijn sociale zetel in het buitenland, maar binnen de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure aantonen dat ze/hij in zijn land beantwoordt aan erkenningscriteria die gelijkwaardig zijn aan deze die worden bepaald door, of bestaan krachtens dit decreet, en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de structuur of de persoon die een erkenning aanvraagt afkomstig is.

Om te voldoen aan de voorwaarden beoogd in de tweede alinea, moet de structuur of de persoon die zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure voldoen aan de erkenningscriteria die worden bepaald door, of bestaan krachtens dit decreet, en bewijs leveren dat ze/hij hetzelfde type diensten presteert in haar/zijn land van herkomst en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de vormingsoperator die de erkenning aanvraagt afkomstig is. »

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen aangebracht aan het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 10. Artikel 9, § 2 van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen wordt aangevuld met de volgende alinea's :

Deze erkenning is uitsluitend bestemd om de toekenning van de in § 1 beoogde financiële incentive te verzekeren, die aan de onderneming moet toelaten de adviesdiensten te betalen.

« Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de adviesdienst die niet over een sociale zetel beschikt in het Waalse Gewest volgens de door de Regering vastgestelde procedure wanneer hij zijn sociale zetel of inschrijvingsnummer heeft bij de Kruispuntbank van Ondernemingen als fysieke persoon of als rechtspersoon, hetzij in de Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaamse Gewest, hetzij in de Duitse Gemeenschap, aantonen dat hij in zijn Gewest of Gemeenschap beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de adviesdienst die zijn sociale zetel in het buitenland, maar binnen de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure aantonen dat hij in zijn land beantwoordt aan de erkenningsvoorwaarden die overeenkomen met deze bepaald door of krachtens dit decreet en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de adviesdienst die de erkenning aanvraagt afkomstig is.

Om te voldoen aan de erkenningsvoorwaarden voorzien door of krachtens dit decreet, moet de adviesdienst die zijn sociale zetel in het buitenland en buiten de Europese Economische Ruimte heeft, volgens de door de Regering vastgestelde procedure voldoen aan de erkenningsvoorwaarden bepaald door of krachtens dit decreet en bewijs leveren dat hij hetzelfde type diensten presteert in zijn land van herkomst en dit zonder directe of indirecte discriminatie op basis van de staat waaruit de adviesdienst die de erkenning aanvraagt afkomstig is. »

HOOFDSTUK VI. — *Inwerkingtreding*

Art. 11. De Regering legt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast, en dit ten laatste op 28 december 2009.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 10 december 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van de Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2009-2010.*

Stukken van het Waals Parlement, 124 (2009-2010), nr. 1.

Volledig verslag, openbare vergadering van 10 december 2009.

Bespreking - Stemmingen.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 4148

[2009/205878]

10 DECEMBRE 2009. — Décret modifiant diverses législations relatives aux matières visées à l'article 138 de la Constitution, en vue de transposer la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition préliminaire*

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution des matières visées aux articles 127, § 1^{er} et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Il a pour objet de modifier diverses législations afin de transposer partiellement la Directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur.

CHAPITRE II. — *Modification apportée au décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes*

Art. 2. § 1^{er}. Les articles 6 et 9 du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions de médiation de dettes sont abrogés.